

Économie

Conjoncture économique

BAM prévoit 3% de croissance en 2018

● Pour 2017, la croissance devrait s'établir à 4,1% grâce à un rebond de 14,7% de la valeur ajoutée agricole et à une amélioration de 2,2% à 2,7% pour celle des activités non agricoles. Le taux directeur reste inchangé à 2,25% et l'inflation maintenue à 0,7% pour 2017, qui s'établirait à 1,5% en 2018 et à 1,6% en 2019. Tenant compte des dons du CCG autour de 8 MMDH, le déficit du compte courant devrait terminer l'année 2017 à 3,6% du PIB, au lieu de 4,4% en 2016.

À l'issue de sa dernière réunion trimestrielle de l'année 2017, le Conseil de Bank Al-Maghrib a décidé de maintenir inchangé le taux directeur à 2,25%, jugé approprié. Comme à l'accoutumée, le conseil a passé en revue les récentes évolutions de la conjoncture économique du pays et émis ses projections macroéconomiques pour les deux prochaines années. Comme le premier rôle d'une banque centrale consiste à œuvrer pour le maintien de l'inflation, le rapport du conseil commence par en livrer les niveaux actuels et prévisionnels. Si durant la première moitié de l'année, l'inflation s'est inscrite dans une tendance baissière, depuis juin dernier, ce trend s'est inversé sous l'effet d'un rebond prix des produits alimentaires. Mais son niveau reste bas pour terminer l'année à 0,7%, après 1,6% en 2016. En revanche, sa composante dite sous-jacente, qui mesure la tendance fondamentale des prix, s'accélérait de 0,8% à 1,3%. L'inflation s'établirait à 1,5% en 2018 et à 1,6% en 2019.

Décélération de la croissance en 2018

Quid de la croissance? La bonne campagne agricole précédente a permis d'aboutir à 4,2% de croissance au second trimestre de l'année en cours. Si l'on tient compte des projections de BAM, elle devrait s'établir à 4,1% pour l'ensemble de l'année. Ceci, grâce à un rebond de 14,7% de la valeur ajoutée agricole, après un recul de 12,8% en 2016, et une amélioration de 2,2 à 2,7% pour celle des activités non agricoles. Ces dernières évoluent certes à un rythme qualifié

de lent par BAM, mais elles poursuivront leur reprise avec un accroissement de leur valeur ajoutée de 3,4% en 2018 et de 3,6% en 2019. Moins reluisante est la projection de croissance qui, sous l'hypothèse de campagnes agricoles moyennes, ralentirait à 3% en 2018 avant de s'accélérer à 3,6% en 2019. Mais il n'y a pas lieu de s'inquiéter outre mesure. La demande intérieure est en bonne santé combinée à une reprise de l'investissement. Ceci, malgré le

Pour BAM, il n'y a pas lieu de s'inquiéter. La demande intérieure est en bonne santé combinée à une reprise de l'investissement.

fait que la contribution des exportations nettes à la croissance ressortirait légèrement négative.

Nette augmentation des recettes IS

Durant les 10 premiers mois de l'année, le déficit budgétaire s'est établi à 30,4 MMDH, soit 5,1 MMDH de moins que durant la même période de l'année 2016. Plus en détail, les recettes ont augmenté

de 4,1%, avec notamment une hausse importante de 13,7% pour l'IS. Les recettes IS montrent ainsi l'impact positif de la déclaration électronique ainsi que la bonne santé de l'économie réelle. Quant à la progression des dépenses, elle s'est limitée à 2,2% en dépit d'un accroissement de 31,1% de la charge de compensation, ce qui constitue une prouesse. Tenant compte de ces évolutions, le déficit budgétaire devrait se situer au terme de 2017 à 3,5% du PIB. Le Maroc montre ainsi sa capacité à maîtriser les indicateurs macro de son économie. Sur cette lancée, les deux prochaines années s'inscrivent dans la continuité de l'ajustement budgétaire promis par l'Exécutif, avec un déficit prévisionnel de 3% du PIB.

La facture énergétique pèse toujours

Durant les onze premiers mois de l'année 2017, on a par ailleurs

constaté une nette accélération de la progression des exportations à 9,4%. Ceci, grâce notamment à des accroissements importants pour les ventes de phosphates et dérivés ainsi que des produits agricoles et agroalimentaires. Parallèlement, les importations ont connu un accroissement de 6,7%, reflétant essentiellement une augmentation de 28,6% de la facture énergétique. Pour leur part, les recettes de voyage et les transferts des MRE se sont accrus de 6,5% et de 3,0% respectivement. Tenant compte d'une rentrée de dons du CCG autour de 8 MMDH, le déficit du compte courant devrait terminer l'année 2017 à 3,6% du PIB, au lieu de 4,4% en 2016. Les réserves de change avoisineraient 239 MMDH, soit l'équivalent de 5 mois et 24 jours d'importations. À moyen terme, la dynamique des exportations devrait se maintenir, et le rythme des importations rester proche de son niveau actuel. Sous l'hypothèse d'entrées de dons du CCG de 7 MMDH en 2018 et de 2,5 MMDH en 2019, le déficit du compte courant se maintiendrait à 3,6% du PIB en 2018 avant de s'atténuer à 3,3% en 2019. Dans ces conditions, et sous l'hypothèse de la poursuite d'entrées d'IDE d'un montant annuel équivalent à 3,5% du PIB, l'encours des réserves de change se stabiliserait à un niveau équivalent à 5 mois et demi d'importations de biens et services.

PAR **MOSTAFA BENTAK**
m.bentak@leseco.ma

Le chômage atteint la barre des 10,6%

Autre indicateur fort de la capacité -ou non- de l'économie et de la croissance à créer de la dynamique dans le marché du travail, les créations d'emplois ont atteint 89.000, dont plus de la moitié dans le secteur agricole, au troisième trimestre, soit un peu mieux qu'en 2016. Mais en parallèle, le marché a connu une entrée nette de 131.000 demandeurs d'emplois, avec toutefois une nouvelle baisse du taux d'activité de 0,3 point à 45,5%. Par conséquent, le taux de chômage s'est légèrement accru de 10,4% à 10,6% au niveau national et de 14,5% à 14,9% en milieu urbain.

